

Négociations sur le climat, avec 10% de réduction, la Suisse donne le mauvais exemple !

Le projet de loi sur le CO2 qui vient d'être publié par le Conseil fédéral ne propose qu'une réduction de 10 % des émissions de gaz à effet de serre au niveau interne, un autre 10 % étant obtenu à l'extérieur de la Suisse par le financement de projets en échange de droits de polluer.

Cette position est jugée irrecevable par l'ensemble des experts sur le Climat, et par les organisations de défense de l'environnement et des pays en voie de développement.

La Suisse aime se profiler au niveau international comme la championne de la défense du climat et du développement durable, mais au moment de prendre des mesures, ce sont des intérêts économiques à court terme qui ont la priorité, avec un total mépris des habitant-e-s de ce pays et de ceux pays en voie de développement.

Avec de tels objectifs, si d'autres pays industrialisés suivent l'exemple de la Suisse, le changement climatique sera encore plus catastrophique: le réchauffement global atteindra trois degrés en 2040, alors que les deux degrés généralement admis sont déjà considérés comme trop élevés par de nombreux experts.

De plus les pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) refusent d'entrer en matière sur leur propres réductions (dont la nécessité ne fait aucun doute) si les pays développés ne font pas leur propre réductions visant un objectif de 40%.

Les pays qui ont subi la colonisation ont posé des exigences claires sur la table de négociation, notamment :

- **Le plus important : égalité de droits d'émission et de consommation d'énergie pour tous les habitants de la planète.** Nous devons réduire notre consommation et nos émissions, et des millions de personnes doivent pouvoir accéder à des services de base dont ils sont actuellement privés.
- **Révision du système des brevets qui étrangle les pays pauvres.** Les technologies relatives aux énergies renouvelables par exemple doivent être accessibles aux collectivités du Sud qui veulent améliorer leur situation.
- **Mécanismes de financement des mesures d'adaptation transparents, démocratiques, décentralisés.** (proposition des 77 + la Chine). Les fonds doivent être gérés directement par l'ensemble des signataires du nouveau traité et non par la Banque mondiale qui travaille sous contrôle des multinationales de l'agrobusiness, du secteur minier, pétrolier et nucléaire.

Le projet du conseil fédéral ne donne satisfaction sur aucun de ces points : inégalité Nord Sud flagrante et aggravée, ignorance des thèmes des brevets et du financement qui ne sont pas abordés.

Si les pays anciennement industrialisés, (grâce notamment aux richesses extraites du monde colonisé), ne changent pas leur attitude de manière profonde et s'ils ne prennent pas, au niveau interne, les mesures structurelles contraignantes nécessaires pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, les négociations n'aboutiront à rien à Copenhague, avec des conséquences catastrophiques qui ont été déjà abondamment décrites. **Dans ce cadre, la proposition du conseil fédéral peut être considérée comme criminelle.**

Nous appelons les habitant-e-s de Genève à se rendre nombreux samedi matin sur la place de la Navigation pour exprimer leur indignation.

Coordination climat et justice sociale, Genève, 27 août 2009